

# Liberté, égalité, humanité

## Article 1

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

**R**elire l'article 1<sup>er</sup> de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH) n'est jamais inutile : rien n'est plus essentiel que ce qui semble aller de soi. Mais ce retour aux fondamentaux s'impose plus encore à qui vit et pense en France : parce que la relation entre 1789 et 1948 fait partie de notre patrimoine, nous ne pouvons sous-estimer la complexité de l'articulation des deux Déclarations. Le choix fait par la LDH de passer, dès juin 1898, de la défense d'un innocent à celle des droits de tout être humain atteste la fécondité universaliste de la Révolution française visant l'humanité tout entière (1). Or René Cassin, principal rédacteur de la DUDH, avait été membre de notre comité central et rapporteur de la résolution sur le « droit à la vie », sur la garantie des droits sociaux nécessaire à l'indivisibilité des droits, au congrès de 1936. Universalité dès 1789, indivisibilité en 1936 : le 10 décembre 1948, nous sommes en terrain familier. Pour autant, l'enrichissement est manifeste. D'abord ce ne sont plus « les hommes », mais « les êtres humains » dont la liberté et l'égalité sont proclamées comme uni-

**Jean-Pierre Dubois**  
Président  
de la LDH.

- 1 Contrairement à sa devancière anglaise de 1689.
- 2 Comparée à l'allemand (*Mensch* n'est pas *Mann*) ou au latin (*homo* n'est pas *vir*).
- 3 Y voir la preuve d'un supplément gaulois de sexisme serait bien naïf : les anciens Romains n'ont guère brillé par leur féminisme, et les spécificités linguistiques ne s'expliquent pas si simplement. Inversement, que « nation » et « république », valeurs cardinales de 1789 puis de 1792, soient en français du genre féminin n'a ni sauvé Olympe de Gouges de l'échafaud, ni permis d'entendre alors Condorcet sur l'injustice faite aux femmes.
- 4 Quitte à ne jamais oublier la majuscule qui exprime notre refus de la confusion.
- 5 Ce ne sont pas les droits qui sont « humains » (pas plus que ne seraient « féminins » les droits des femmes !), mais les êtres dont il s'agit précisément de faire respecter l'humanité.
- 6 Ce que voulait la droite de l'Assemblée. On sait que les constituants de 1795, fondant le Directoire, prirent le parti inverse, ce qui ne peut surprendre en un moment où il s'agissait de briser la Révolution et de restaurer un « ordre moral » avant la lettre.

verselles. On sait l'infirmité de la langue française (2), qui ne sait distinguer l'ensemble de l'humanité de sa seule partie masculine (3). Mais si nous sommes attachés à l'énoncé « droits de l'Homme » comme rappel de l'héritage fondateur de 1789 (4), il est bon que les rédacteurs de la DUDH aient proclamé, s'agissant non plus de l'histoire française mais de « l'humanité de l'humanité », les droits égaux des « êtres humains » (5). Dans un monde qui, sous des prétextes divers mais tous irrecevables, tolère tant de violences et d'inégalités sexistes, on ne saurait renoncer à cette proclamation toujours nécessaire, ni déroger à la garantie encore défaillante de son respect. L'égalité universalisée l'est de plus, en 1948, « en droits » mais aussi, et même d'abord, « en dignité ». Il n'y a là nul moralisme douteux : la « dignité » n'est posée ni comme exigence ni comme condition d'existence des droits (dont les « indignes » pourraient être privés) ; elle est dignité égale de tous les êtres humains. On entend ici l'écho de la pensée kantienne : « Tout homme a le droit de prétendre au respect de ses semblables et réciproquement il est obligé au respect envers chacun d'entre eux. L'humanité elle-même est une dignité », etc. Posant cela, Kant ne pense nullement une conditionnalité des « droits » par les « devoirs », mais énonce une conséquence logique de l'impératif catégorique : mes droits ne sont fondés que par mon égal respect de ceux de tout autre être humain, car leur seule base logique est leur uni-



versalité. L'article 4 de la Déclaration de 1789 ne dit pas autre chose : « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance des mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi. » Refusant de faire des « devoirs » de l'homme la contrepartie de ses « droits » (6), la Constituante pose comme seule limite des droits le respect de ceux

d'autrui. Les droits ne sont pas absolus en société (7), mais la Déclaration de 1789 renvoie à la loi la fixation de leurs « bornes », car il s'agit non de priver quiconque des « droits de l'Homme » (8), mais d'aménager la coexistence égale des droits de tous. Les droits sont « inaliénables et sacrés », donc premiers ; quant aux « devoirs de l'individu » (9), certes indispensables au « vivre ensemble », ils sont tous inclus dans l'égalité. C'est dans cette logique que la DUDH ajoute l'égalité en dignité à

l'égalité en droits. Au sortir de la plus grande barbarie née au cœur de la modernité européenne (10), il était plus nécessaire encore de proclamer qu'il n'est ni « sous-hommes » ni êtres humains déshumanisés : aucun individu ne peut s'ôter (11) la « dignité » qui réside dans l'appartenance commune à l'humanité (12). Et si « l'individu a des devoirs envers la communauté » (13), c'est qu'il s'agit de la « communauté politique » d'Aristote, c'est-à-dire de la Cité, ici visée comme celle « dans laquelle seul le

- 7 Sauf le droit à la vie, le droit à l'intégrité physique et la liberté de conscience.
- 8 Le criminel le plus atroce n'est ni un « monstre », ni une « bête », mais un « Homme » : l'inhumain gît toujours, potentiellement, au cœur de l'humain. Seuls les amnésiques peuvent encore l'ignorer au XXI<sup>e</sup> siècle.
- 9 Article 29 de la DUDH.
- 10 Voir la formule introductive du Préambule de la Constitution française de 1946, maintenu en 1958 dans notre droit constitutionnel positif : « Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine. » Le juge constitutionnel français en a tiré un principe de dignité de la personne humaine dont le respect est une norme de valeur constitutionnelle.
- 11 Pas plus à lui-même qu'à autrui, et cette inséparabilité est essentielle.
- 12 Ce qu'a démontré mieux que quiconque Robert Antelme dans *L'Espèce humaine*, signant du même coup la plus belle victoire concevable du déporté sur le SS.
- 13 « L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seul le libre développement de sa personnalité est possible » (article 29 précité de la DUDH).
- 14 Selon la formule de Robert Badinter.

libre développement de [la] personnalité [de l'individu] est possible » : les devoirs de l'individu envers une société qui garantit à tous le « libre développement de [leur] personnalité » se résument nécessairement, une fois encore, au respect de l'égalité de chacun. Et c'est aussi pourquoi nous refusons le traitement trop souvent réservé à ceux qui ont été jugés coupables de manquements à leurs « devoirs » de citoyens. La sanction pénale peut restreindre ou suspendre de l'exercice de certains droits – ainsi la liberté d'aller et de venir en cas de prononcé d'une peine privative de liberté. Mais elle ne légitime jamais la disparition définitive de la jouissance de ces droits suspendus, ni la privation de tous les autres : tout détenu restant un être humain dont les droits demeurent, la société doit lui garantir le maintien de tous les droits qui ne sont pas incompatibles avec l'exécution de sa peine. Enfin, l'égalité en dignité et en droits, placée en 1789 « sous les auspices de l'Être suprême », reçoit en 1948 une base plus universaliste : agnostiques, athées, déistes ou croyants, les êtres humains « sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité ». Le logos grec fonde ainsi une solidarité rationnelle mais aussi une éthique de la « conscience » et de la fraternité, partageable par tout individu conscient de l'unité qui transcende la diversité de l'espèce humaine. Force et richesse de ces deux phrases font toujours de l'article 1<sup>er</sup> non seulement « l'horizon moral de notre temps » (14), mais l'horizon civique de notre engagement. ●